

« Dans le grand combat engagé pour barrer la route à de Gaulle et à la dictature militaire, la journée d'hier a été bonne... En déclenchant l'assaut contre la République, il y a quatre jours, de Gaulle et ses complices croyaient vaincre sans coup férir. Leur coup a manqué. C'est la démocratie qui a remporté une première et grande victoire. »

19 mai. Conférence de presse de de Gaulle qui fait un pas en avant vers le pouvoir. En réponse à cette conférence, une déclaration du B.P. du même jour affirme :

« Des victoires ont été remportées. Depuis cinq jours, le fascisme est tenu en échec. »

20 mai. L'Assemblée nationale vote les pouvoirs spéciaux pour l'Algérie, pouvoirs confiés par Pflimlin à Salan. Les députés communistes votent pour.

« Humanité », 21 mai. Editorial de Pierre Courtade commentant ainsi ce vote :

« La journée a été bonne... La République s'affirme. Elle ne gagne pas seulement du temps — ce qui était il y a vingt-quatre heures seulement une dramatique nécessité — elle se renforce. ...Nous sommes aujourd'hui plus forts qu'hier. Et avec nous toute la gauche. Avec nous la République qui sortira meilleure de cette épreuve. »

« Humanité », 22 mai. Editorial de Waldeck-Rochet, membre du B.P., qui reprend l'argumentation de Courtade :

« L'Assemblée nationale a condamné les hommes du complot en accordant des majorités massives au gouvernement légitime de la nation qui, en dépit de ses faiblesses, a déclaré vouloir lutter pour le respect de la légalité républicaine... Le vote de mardi dernier sur les pouvoirs spéciaux a permis au gouvernement de consolider sa position. »

« Humanité », 23 mai. Editorial de Fajon :

« Sur le plan parlementaire, [notre Parti] a donné au gouvernement Pflimlin la possibilité de se former, puis d'obtenir les moyens qu'il réclamait pour défendre la légalité républicaine, enfin de se consolider grâce à des votes massifs. Ainsi la menace a reculé. » (souligné par nous).

25 mai. La menace, loin de reculer, s'exprime dans le coup de force d'Ajaccio.

A partir de ce moment, la direction du P.C.F. élèvera de timides protestations envers le gouvernement Pflimlin : il n'est pas assez énergique, il ne se tourne pas vers le pays...

« Humanité », 26 mai. « Le gouvernement s'en tient à ses timides décisions de la veille. »

« Humanité », 27 mai. Compte rendu du discours de Duclos la veille au Parlement :

« Le gouvernement est en retard sur l'état d'esprit du pays républicain... »

Mais, ce même 27 mai, de Gaulle fait une nouvelle déclaration qui annonce ouvertement qu'il a pris des contacts officiels avec des membres du gouvernement, qu'il a mis en route le processus qui le conduira au pouvoir.

A l'Assemblée nationale, Duclos intervient pour dire à Pflimlin : vous voulez partir et céder la place à de Gaulle. Mais la

conclusion d'une telle affirmation correcte est tout simplement : nous allons voter votre projet de révision réactionnaire de la Constitution.

28 mai. Quand Coty se tourne officiellement vers de Gaulle, le B.P., dans une déclaration, fait encore le décompte des voix parlementaires :

« Hier il n'y a eu que 165 partisans de de Gaulle à l'Assemblée, alors que 408 voix se sont exprimées pour la défense de la République. »

Nous reviendrons plus loin sur les appels à l'action des travailleurs qui furent également lancés dans cette période, mais on doit souligner que l'accent était mis sur la fermeté à donner aux autorités officielles de la République pour mettre en échec le complot des factieux, et qui plus est on annonce jour après jour que cette politique parlementaire remporte des succès.

A partir du 13 mai, à en croire « l'Humanité », directement inspirée par le Bureau Politique du P.C.F., nous serions allés de succès en succès contre le fascisme, le gouvernement Pflimlin et le Parlement se renforçaient dans leur volonté de défense républicaine, et soudainement, au moment même où plusieurs centaines de milliers de travailleurs manifestaient dans les rues de Paris, un accident se produit et le gouvernement s'effondre, le Parlement capitule et le gaullisme l'emporte!

Non! Loin de reculer, la réaction du 13 mai au 1^{er} juin marqua chaque jour des avantages plus sérieux. Les mesures votées au Parlement avec les voix communistes servaient à paralyser les masses; tandis que, dans la coulisse, les Guy Mollet, Pflimlin, Pinay, Auriol et autres organisaient la venue au pouvoir de de Gaulle.

La direction du P.C.F. a successivement mis sur Pflimlin, Guy Mollet, Jules Moch, Ramadier..., sur toute une série de politiciens bourgeois et socialistes qui se sont avérés être des planches plus ou moins pourries; les masses, par contre, étaient appelées à rester dans le calme, la légalité, à soutenir le gouvernement républicain de Pflimlin, à ne rien faire qui puisse effrayer les petits bourgeois et les politiciens qui, quelques jours plus tard, allaient capituler par peur d'une intervention militaire.

Le témoignage le plus clair du fait que la direction du P.C.F. était orientée sur les parlementaires et non sur les masses et fourni par les consignes qu'elle donna pour la manifestation du 28 de la Nation à la République. Il ne devait y avoir aucun signe distinctif du P.C.F. ou de la C.G.T., aucun cri, aucun mot d'ordre autre que: Vive la République — mot d'ordre vague et dépourvu de substance, étant donné que de Gaulle et tous les réactionnaires se disent républicains. Il ne devrait y avoir aucun tract. En un mot, rien qui puisse affecter les députés radicaux ou M.R.P. et rien qui puisse élever le niveau politique et la combativité des manifestants. Pourtant, ceux-ci se montrèrent plus avancés que la direction du P.C.F. Le cri principal fut: *Front populaire*, expression chez ceux qui le lançaient le désir d'une action unie du P.C.F. et du P.S. pour barrer la route du pouvoir à de Gaulle. L'autre mot d'ordre qui domina la manifestation: *la paix en Algérie*, témoignait du sens politique profond des travailleurs qui comprenaient fort bien que la source du danger réactionnaire était en Algérie et qu'il fallait arrêter la guerre, reconnaître l'indépendance de l'Algérie, pour miner le danger là où il prenait sa force.

Si on prend donc la période de la crise aiguë qui va du coup d'Alger à l'investiture de de Gaulle, on voit que la direction du P.C.F. a désorienté les militants et les travailleurs, d'une part en donnant un faux tableau de la marche réelle des événements (la réaction, l'armée reculant devant un gouvernement républicain qui, derrière des paroles résolues, organisait la reddition à de Gaulle) et d'autre part en étant en deça des réelles aspirations des masses. Cette double erreur reposait avant tout sur une appréciation fautive des hommes politiques, républicains et socialistes, que la direction du P.C.F. appuyait au Parlement et sur des illusions quant à la fermeté d'un Parlement bourgeois en face des menaces de l'armée et des forces de police.

Abonnez-vous à

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

(bi-mensuelle)

— 6 mois, 12 numéros 400 frs

— 1 an, 24 numéros. 800 frs

Sous pli fermé, respectivement 800 et 1.600 frs

Notre C.C.P. « La Vérité des Travailleurs » 6965-68 Paris